



CERTiNFO

LA RÉFÉRENCE QUALITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST - N°03

QUALITÉ &
SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

BNA en bref

BNA est le premier organisme de certification accrédité (ISO 17065 et 17021-1) en Afrique de l'Ouest et centrale. L'un des objectifs du Bureau est de hisser les PME/PMI aux standards internationaux à travers des services d'évaluation de la conformité, de certification crédibles et sur mesure.

Divers services de certifications sont ainsi développés par BNA notamment : ISO 9001; ISO 22000 ; HACCP ; GLOBALG.A.P. ; Rainforest Alliance (RA) ; Journalism Trust Initiative (JTI). Outre ces services, BNA développe également des labels pour des organes nationaux et privés.

le label NORMALISS, le label Fruits Qualité Côte d'Ivoire (LFQCI), etc.

Le Bureau par sa maîtrise du contexte et de l'environnement des entreprises développe des services de certification sur mesure. C'est aussi un processus d'évaluation transparent, rigoureux, impartial qui garantit la confiance de toutes les parties intéressées.

Enfin, BNA accorde une attention particulière à ses valeurs : l'éthique, la rigueur, la qualité et le respect de ses partenaires.

Audit et Certification



Conception & Développement de Labels



Séminaires de formation



Etudes & Projets



S O M M A I R E

18



13



12



6. ACTUALITÉS

31ème édition du salon Fruit Logistica : BNA se positionne en avant-gardiste dans la promotion de la Qualité en Afrique

Présentation du label Normaliss aux membres du Réseau national des agro- formatrices de Côte d'Ivoire (RETPACI)

Journée Internationale des Droits des Femmes - JIF2024 : Bureau Norme Audit donne le sourire aux mères des enfants atteints de cancer du département d'oncologie de Treichville

Cérémonie de présentation des accords de reconnaissance internationale du système Ouest Africain d'Accréditation : BNA distingué

13. ZOOM SUR

La JTI : une norme de certification pour les médias

18. PAROLES D'EXPERTS

GLOBALG.A.P. , le passage de la V5 à la V6 : Quel changement?

21. FÉNÊTRE SUR

Studio Kalangou : BNA a renouvelé la certification JTI de l'organe de presse

23. ÉCLAIRAGE

Label NORMALISS : Une opportunité vitale pour les petites entreprises du secteur alimentaire



Donnons de la valeur à nos produits
locaux et la confiance aux consommateurs.

comme moi
Consomme
sain et sûr

Label Fruits Qualité Côte d'Ivoire



L'éditorial

LA QUALITÉ DANS NOS ASSIETTES

Chers partenaires, collaborateurs et lecteurs,

Les crises de la dernière décennie ont hissé la sécurité sanitaire des aliments au niveau des préoccupations majeures des consommateurs. La qualité des aliments est devenue une préoccupation croissante des ménages pour des raisons principalement sanitaires et environnementales. La multiplication des crises sanitaires a fait émerger, chez les consommateurs, un besoin de compréhension ainsi qu'une exigence de transparence et de traçabilité. De plus en plus, ils exigent de savoir ce qu'il y a exactement dans leurs assiettes, d'en connaître la provenance et surtout, les conditions hygiéniques de production.

Pour répondre à la préoccupation des consommateurs et aux problématiques actuelles de nos marchés locaux en matière de sécurité sanitaire des aliments, BNA a mis en place le label NORMALISS : garant de la qualité hygiénique dans nos assiettes

En octobre 2023, lors du lancement dudit label, Mme Keita Djénébou, responsable du restaurant «Africafé» relevait l'importance de la qualité, de l'hygiène environnementale, de la satisfaction clientèle, du rapport qualité/prix, dans le secteur de la restauration d'où son engagement dans une démarche qualité à travers le processus de certification du label Normaliss.

Comprendre et contrôler l'ensemble des processus qui contribuent à la qualité de nos produits alimentaires reste l'un des défis du secteur alimentaire. Il implique une coordination entre divers domaines d'activités. La traçabilité et une approche rigoureuse de la sécurité alimentaire sont des éléments essentiels pour garantir la **qualité** et la **sécurité des produits** que nous mettons dans nos assiettes.

Cette thématique est au cœur de ce numéro de **CertInfo**

ACTUALITÉS

31ème édition du salon Fruit Logistica : BNA se positionne en avant-gardiste dans la promotion de la Qualité en Afrique



Photo : Madoussou Diomandé, Directrice des Audits Agricoles - Stand au Salon Fruit Logistica à Berlin

La participation active de Bureau Norme Audit (BNA) au salon international Fruit Logistica 2024 a marqué une étape décisive dans sa mission de promouvoir l'excellence et la qualité, notamment dans le domaine de la labellisation des produits agricoles. Grâce à sa présence remarquée et à ses interactions fructueuses, BNA a renforcé sa réputation en tant qu'acteur majeur dans le secteur de l'audit agricole.

Durant cet événement phare pour les professionnels des chaînes de valeur fruits et légumes, BNA avec l'appui de la Chambre de Commerce et d'Industrie, à travers la délégation Ivoirienne, a brillamment représenté la Côte d'Ivoire, aux côtés d'autres entreprises nationales, en mettant en avant le potentiel agricole et les normes qualité du pays. Sous la conduite de sa directrice générale, Mme KOUASSI ASSOVIÉ Olga, accompagné de sa directrice des audits agricoles, Mme WAGUEI DIOMANDE Madoussou, BNA a su démontrer son expertise en matière d'audit et de certification qualité.

À travers des rencontres stratégiques avec des représentants gouvernementaux et des professionnels du secteur, BNA a consolidé ses liens et ouvert de nouvelles opportunités de partenariat. Son stand a été un lieu d'échanges dynamiques, permettant de promouvoir les normes qualité et de susciter l'intérêt des acteurs clés du marché.

Cette participation active au salon Fruit Logistica 2024 a eu un impact significatif sur la visibilité de BNA en tant qu'organisme engagé dans la promotion de la qualité. En renforçant sa présence sur la scène internationale, BNA a affirmé son rôle de leader dans la labellisation des produits agricoles, contribuant ainsi à accroître la confiance des consommateurs et à stimuler le développement durable des chaînes de valeur fruits et légumes.

Fort de cette réussite, BNA envisage déjà de poursuivre son engagement en participant activement aux prochaines éditions du salon Fruit Logistica, avec pour objectif de continuer à promouvoir l'excellence et la qualité des produits agricoles ivoiriens sur la scène mondiale.



Photo de famille, Olga Kouassi, DG de BNA & l'équipe de la chambre du commerce de CI - Stand au Salon Fruit Logistica à Berlin

JIF 2024 : BNA donne le sourire aux mères des enfants atteints de cancer du département d'oncologie de Treichville.



La 47ème édition de la Journée internationale des Droits des Femmes (JIF) célébrée chaque 08 mars dans le monde a été une occasion pour le comité social de Bureau Norme Audit (BNA) de faire un don en vivres et de médicaments aux enfants atteints de cancer, internés au département d'oncologie du CHU de Treichville.

En effet, une délégation des femmes de BNA conduite par la Directrice générale, Olga Kouassi a remis un don composé de divers médicaments, de seringues, d'équipements de coloriage et dessin, d'eau, de sucre, de lait, de couches, de céréales.

S'exprimant au nom du DG du CHU de Treichville, le Prof Cissé Lassina, chef de service oncologique, a fait l'historique du département et présenté les services. IL a ensuite exprimé sa profonde gratitude à la délégation de Bureau Norme Audit (BNA) pour ce geste qui selon lui, soulage financièrement et moralement les parents.

« Ce don est la preuve matérielle du fait qu'il faut garder de l'espoir dans les situations difficiles. Ainsi, ces cadeaux, médicaments et vivres se présentent comme une force dans le processus de guérison des enfants car ils contribueront fortement à améliorer leur état de santé mental. Plus, ils permettront de soulager les lourdes charges d'hospitalisation pour les parents tout en facilitant le travail quotidien des agents de santé. Au nom de tout le service, je remercie BNA pour ce geste, tout en espérant qu'il soit perpétué. », a-t-il reconnu.

A son tour, la responsable du pensionnat a remercié la délégation pour ce grand geste. « Votre présence sonne comme un acte de foi », a-t-elle signifié. Elle a rassuré la délégation de BNA : « Nous ferons bon usage de vos présents reçus et nous donnerons le meilleur de nous-mêmes chaque jour que nous l'utiliserons afin que vos efforts ne soient pas vains ».

Les bénéficiaires directs, par la voix de Coulibay Bamory leur porte-parole du jour, ont quant à eux, exprimé leur reconnaissance à la délégation de Bureau Norme Audit (BNA) pour cette formidable action à leur endroit :

« Au nom de tous mes amis, je vous dis merci, que le bon Dieu se souvienne de vous et qu'il fasse prospérer vos activités afin que vous puissiez aider d'autres enfants comme moi. Quant à moi, je suivrai toujours les consignes de Mme KABIRE Bintou, notre éducatrice spécialisée, pour mes rendez-vous et à l'école, car c'est grâce à elle et à ses collègues que je demeure fort, intelligent et en bonne santé ». La Directrice générale de Bureau Norme Audit, Mme Olga KOUASSI, a apprécié et félicité l'équipe qui cette année, a mené les actions sur le terrain :

« A travers cette action, chaque femme de BNA a célébré le 8 mars en partageant avec d'autres femmes, et singulièrement cette année, avec les mères des enfants atteints du cancer. Très touchés par ce que nous avons entendu, nous prenons solennellement l'engagement d'en faire une tradition et de toujours garder une pensée pour les autres plus particulièrement pour ces enfants qui nous ont permis de comprendre qu'il y a un grand besoin de soutien car la maladie est beaucoup plus répandue qu'on le croit. De notre côté, nous apporterons notre part afin de soulager leurs peines ».

Pour rappel, Bureau Norme Audit contribue à répondre en permanence aux besoins du marché africain en matière de certification depuis 18 ans.



Cellule COM

Cérémonie de présentation des accords de reconnaissance internationale du Système Ouest Africain d'Accréditation : BNA distingué



Bureau norme Audit (BNA) a été distingué à la cérémonie de remise des clés du siège du Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC), situé à COCODY II PLATEAUX- Abidjan, le 28 mars 2024.

Cette cérémonie était couplée à la présentation des trois Accords de Reconnaissance Mutuelle signés respectivement entre le SOAC et l'AFRAC (African Accreditation Cooperation), l'ILAC, (international Laboratory Accreditation Co-Operation) et l'IAF (International Accreditation Forum). Grâce à ces accords de reconnaissance, l'Afrique de l'Ouest gagne en souveraineté dans le domaine de l'accréditation, car ses accréditations bénéficient désormais d'une reconnaissance internationale. Cela se traduit par un poids renforcé pour l'Afrique de l'Ouest en matière d'accréditation et une présence accrue sur la scène internationale.

À cette occasion, des certificats d'accréditation ont été officiellement remis à quelques organismes d'évaluation de la conformité, parmi lesquels Bureau Norme Audit (BNA). Le PCA du SOAC, M. Aboubacry BARO, a souligné le rôle significatif de BNA dans ces reconnaissances accordées au SOAC.

En effet, a-t-il rappelé, « Pour avoir la reconnaissance des organismes internationaux d'accréditation, il était indispensable d'être crédité de l'accréditation réussie d'un organisme d'évaluation de la conformité qui certifie sur les normes internationales.

BNA premier organisme de certification en Afrique subsaharienne francophone, entreprise ivoirienne, nous a permis de déployer les différents processus d'accréditation des normes concernées »

Aussi a-t-il signifié que la présence du logo de l'IAF (International Accreditation Forum) sur leurs différentes attestations aujourd'hui est le fruit d'un travail acharné, de dévouement et d'engagement vers l'excellence. Cela atteste la capacité du SOAC à faire respecter les normes les plus exigeantes et à garantir la qualité et la fiabilité de ses services.

Par voie de conséquence, elle renforce la crédibilité des pays membres sur les marchés mondiaux et ouvrent de nouvelles perspectives commerciales pour leurs entreprises.



Bienvenue à bord

Nous sommes ravis d'accueillir
Inès TCHA Journaliste -
communicateur - auditeur
et experte en genre dans
notre équipe en qualité de
**Responsable Certification
service & Genre !**

Son expertise et sa passion vont
indéniablement contribuer à
renforcer la compétitivité de
notre organisation.

Inès
TCHA



Nomination

BN A annonce la nomination Madoussou DIOMANDE à la fonction de **Directrice des Audits Agricoles** de l'organisation.

Ingénieure agroéconomiste, Madoussou apporte avec elle une expérience significative dans le domaine de la gestion de la qualité et du développement durable.

En effet, elle cumule 9 années d'expérience professionnelle au cours desquelles, elle a travaillé notamment à la mise en œuvre des standards GlobalGAP et Rainforest Alliance. Elle a rejoint Bureau Norme Audit depuis avril 2021

« Je suis honorée d'accepter la nomination en tant que Directrice des audits agricoles au sein de notre estimé organisme de certification.

Cette opportunité arrive à un moment crucial où le secteur agricole fait face à d'importants défis, notamment en termes de durabilité et d'adaptation aux nouvelles réglementations. J'ai hâte de travailler étroitement avec chacun de vous pour avancer vers nos objectifs communs.»

A portrait of Madoussou Diomande, a Black woman with short dark hair, smiling and looking towards the camera. She is wearing a black turtleneck sweater with white horizontal stripes. The background is a light blue and white pattern.

Madoussou
Diomande

Diomande Madoussou Epse waguei
Directrice des Audits Agricoles

Bienvenue à bord

Nous sommes heureux d'accueillir **Gnamien Pelagie ABOI**, Ingénieur QHSE qui rejoint l'équipe de Bureau Norme Audit en tant que **Responsable Certification ARS 1000** au sein du département des audits agricoles.

Anciennement Responsable Qualité à Ivoire Organics SARL, Pelagie compte à son actif, dix (10) ans dans le domaine de la certification des produits agricoles précisément dans l'audit, l'implémentation et la gestion de divers standards internationaux et privés tels que UTZ - Global Gap / GRASP - Agriculture Biologique EU/NOP - Naturland & Biosuisse.

Nous lui souhaitons un plein épanouissement dans ses nouvelles fonctions.

Pelagie
ABOI



Interview

A la découverte de **Marina OUAGA, Directrice Adjointe des audits agricoles** chez BUREAU NORME AUDIT (BNA).

Bonjour Marina, qui est Madame Ouaga?

Je suis Marina Judith KPOKRO EPSE OUAGA, j'ai fait des études de comptabilité et exercé ce métier à mes débuts. Lorsque j'ai rejoint BNA, j'ai eu l'occasion de participer au projet de l'accréditation ISO 17065 de l'entreprise j'ai été donc formée en conséquence. Aujourd'hui j'ai la charge du programme GLOBALG.A.P. au sein de BNA depuis 2021 et récemment j'ai été nommée Directrice adjointe des audits agricoles.

Pourquoi as-tu décidé de rester à BNA?

Pour la qualité de vie au travail que propose l'entreprise mais aussi pour le monde de la certification qui m'a toujours beaucoup attirée. BNA est une entreprise en accord avec mes convictions et mon mode de consommation.

J'entends par là la bonne entente et le respect entre les collègues qui facilitent et rendent plaisant e la collaboration.

Il y a ensuite eu la formation. Le domaine de la durabilité m'était totalement étranger. J'étais curieuse de le découvrir et, à BNA j'avais le cadre propice pour apprendre et développer de nouvelles compétences. Enfin, le fait d'avoir occupé différentes fonctions a également favorisé cela. J'avais l'impression d'avoir un nouveau job à chaque nouvelle affectation.

Quel est ton ressenti face aux enjeux de cette nouvelle nomination à la fonction de Directrice adjointe des audits agricoles ?

Je suis heureuse et honorée de cette nomination. Je profite de l'occasion pour réitérer ma reconnaissance à madame Olga KOUASSI la Directrice générale, pour sa confiance.

C'est une grande responsabilité j'en suis consciente.

A quoi ressemblent tes journées ?

Mon quotidien rime avec investigations ! Ce qui me plaît, c'est que chaque jour est différent

Ma mission principale est de veiller à l'intégrité du programme de certification GLOBALGAP.

Pour la plupart mes journées sont très mouvementées avec beaucoup de sollicitations et d'interactions avec mon équipe notamment composée d'une Chargée d'affaires, d'une Assistante de programme, d'auditeurs, certificateurs etc., mais aussi avec plusieurs services.

Qu'est-ce qui te motive au quotidien ?

Ce que j'ai beaucoup apprécié dès le départ, c'est le niveau de responsabilité et de confiance que l'on m'a donné très rapidement, même en tant que jeune diplômée, et c'est très agréable !



Kpokro Marina Epse Ouaga
Directrice Adjointe des Audits Agricoles

Il y a aussi la volonté d'apprendre, de mieux faire et de savoir qu'à notre humble niveau nous sommes un maillon important de la chaîne.

Selon toi, quelles sont les qualités essentielles pour exercer ton métier ?

Il est nécessaire d'être organisé car nous travaillons en équipe. Je gère mes journées comme je l'entends, en fonction des priorités et des urgences. Le relationnel et la communication sont importants dans mon métier de même que la rigueur et la capacité à gérer la pression.

Que voudrais-tu dire à celles et ceux qui voudraient nous rejoindre ?

Je leur dirais qu'en rejoignant BNA, ils auront l'opportunité d'intégrer une équipe où la convivialité, l'engagement et le respect sont des valeurs fondamentales. BNA se distingue par son engagement fort et offre une multitude d'avantages à ses collaborateurs. Il y a aussi une bonne ambiance de travail et une réelle entraide entre tous les collaborateurs. Cette année au sein de mon service (GLOBALG.A.P.), on a instauré des « forums » pour discuter de tous les sujets qui préoccupent l'équipe et faire avancer les choses.



ZOOM SUR



JTI ■ UNE NORME DE CERTIFICATION POUR LES MEDIAS



Interview

“ La JTI est un outil à la disposition des citoyens et du grand public pour pouvoir choisir en connaissance de cause les médias par lesquels ils préfèrent s’informer ”.

Responsable Afrique JTI,
Marc ABOFLAN

L'accès à une information fiable demeure un enjeu crucial dans l'écosystème des médias, où il nous est de plus en plus difficile de distinguer un informateur fiable d'une source douteuse. Pour que les médias qui s'efforcent à produire des informations de qualité puissent sortir du lot, des organismes comme Reporter Sans Frontières (RSF) s'activent à trouver des solutions pour créer des conditions favorables au retour de la confiance. Parmi ses propositions de solutions il y a la Journalism Trust Initiative.

Pouvez-vous nous en dire plus sur la Journalism Trust Initiative (JTI) ?

La Journalism Trust Initiative, est un outil de certification pour les médias initié par Reporters sans frontières (RSF). Vous êtes sans ignoré, que dans tous les secteurs quand on cherche des acteurs de la qualité, des acteurs qui se démarquent en termes de professionnalisme, on a recours aux outils de certification. Ce qui jusque- là n'existait pas dans le secteur des médias. Il est apparu crucial aujourd'hui de distinguer, le vrai journalisme du faux, autrement dit des acteurs qui font le journalisme en respectant les règles éthiques et déontologiques. Et surtout trouver un moyen de récompenser et d'encourager ce journalisme.

Quels sont les critères principaux sur lesquels repose la JTI pour évaluer la fiabilité et la crédibilité des médias?

Nous avons deux (2) grands groupes de critères. Le premier, est l'identité et la transparence du média. Nous estimons qu'un média doit se faire connaître, faire savoir qui sont ceux qui l'animent au quotidien. Ensuite le second est relatif aux critères de professionnalisme, à la responsabilité au sein du média. Parce que justement, on doit pouvoir savoir comment le média travaille, quelles sont les règles éditoriales qui régissent le travail de rédaction au sein du média, mais aussi, quel est le rapport de l'équipe du média avec tout ce qui est règles professionnelles, notamment les sources, les corrections, l'anonymat, etc. Ce sont ces deux grands groupes de critères de normes que forment la JTI.

De manière concrète, est-ce que vous vous rendez au niveau des médias pour faire des audits ?

Je dirais non. Nous travaillons avec des certificateurs qui sont les tierces parties car pour des raisons d'impartialité nous ne pouvons pas être juges et parties. Nous nous reposons donc sur l'infrastructure qualité déjà existante dans les pays pour avoir des certificateurs qui devront passer par un processus de qualification pour assurer qu'ils ont les compétences pour auditer ces médias. Ce sont ces auditeurs qui effectuent le travail, que ce soit à distance ou au sein du média pour vérifier le fonctionnement du média. En effet la déclaration du média sur son fonctionnement à travers l'auto-évaluation n'est qu'une déclaration d'intention, il faut avant de pouvoir lui attribuer la certification qu'une tierce partie, et donc le certificateur se rende au niveau du média pour y faire des vérifications d'usage aux fins de décider si oui ou non le média est digne d'avoir la certification

La demande de certification doit-elle être faite par le media ?

Bien sûr, c'est une démarche notamment volontariste. C'est le média, qui appréciant l'environnement dans lequel nous sommes aujourd'hui, choisit de démontrer qu'en tant que média, il fournit des efforts qualitatifs et surtout cherche aussi à bénéficier d'un certain nombre d'avantages qui sont liés au statut de média certifié.

Selon un bilan publié par Reporters Sans Frontières (RSF), plus de 1000 médias dans 80 pays du monde se sont engagés dans la Journalism Trust Initiative, Quel est le niveau d'engagement des médias en Côte d'Ivoire ?

En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, nous avons une soixantaine de médias. Il faut savoir que la Côte d'Ivoire fait partie de nos pays pilotes pour déployer ce programme en Afrique pour deux (2) raisons. Tout d'abord la Côte d'Ivoire est un environnement très dynamique pour les médias et elle jouit d'une très bonne liberté d'expression.

Dans le déploiement de la JTI, nous sommes allés à la rencontre des médias, mais aussi des acteurs étatiques et institutionnels. Nous avons un premier média qui est en train de finaliser son audit et nous espérons dans les prochains jours, pouvoir annoncer cette première certification ivoirienne.

Il est clair que les bénéfices de la JTI se répercutent à tous les niveaux de la chaîne de production de l'information, qui sont les principaux acteurs concernés par ce mécanisme d'autorégulation ?

Nous avons impliqué toutes les parties prenantes du monde des médias. Pour élaborer la norme, nous nous sommes appuyés sur un panel de 120 experts et organisations à travers le monde entier qui sont concernés directement par la question des médias. D'abord les grands groupes de médias puis les médias de moindre envergure.

Nous nous sommes appuyés aussi sur les géants du Web parce que nous estimons aujourd'hui qu'on ne peut rien faire pour les médias sans impliquer véritablement les GAFAM (Google, Apple, Facebook -Meta-, Amazon et Microsoft) et Tik Tok qui aujourd'hui monopolisent un peu les espaces médiatiques. Nous avons également ciblé les organisations de développement qui accompagnent les médias au quotidien en termes de financement internationaux, et c'est le lieu de les remercier dans la mesure où grâce à eux, nous pouvons continuer cet effort pour les médias engagés dans ce processus. En plus des régulateurs, nationaux et internationaux et un certain nombre d'autres acteurs, notamment les syndicats et tous ceux qui ont de l'intérêt dans la question des médias.

Une fois que la norme a été élaborée, que nous sommes passés à la phase opérationnelle, nous travaillons surtout avec les médias et avec les organisations représentatives des médias. Nous travaillons aussi avec les acteurs de la qualité. Nous sommes sur une norme qualité et donc nous nous reposons sur les infrastructures qualité déjà existantes. En Côte d'Ivoire, nous avons la chance d'avoir un secteur de la qualité très dynamique, avec BNA comme premier certificateur Africain et le SOAC, l'organisme d'accréditation des pays de l'UEMOA.

Nous nous appuyons sur eux pour faire le contrôle qualité du label et mettre toutes les parties prenantes à niveau. Les annonceurs sont un autre type de support pour nous car ce sont eux qui récompensent les médias, qui s'engagent dans la démarche qualité.

Vous parlez de démarche volontaire des acteurs, Est-ce qu'à terme on n'arriverait pas à une certaine obligation ?

A terme, c'est l'objectif de cette certification. Pour les autres secteurs où il y a un dispositif qualité. Quand on met en place une norme, il y a d'abord une démarche, il y a un encouragement de tous les acteurs à aller naturellement vers cela. Mais quand l'autorité publique se rend compte qu'il y a un certain nombre, une bonne majorité qui est engagée, elle régit cette norme, en termes de régulation. Et ici en Côte d'Ivoire, nous avons rencontré un certain nombre d'autorités qui travaillent sur les médias. La question de la qualité des médias est une question primordiale, même pour la vitalité de nos démocraties. Et donc il y a des échanges encourageants avec les autorités, justement à y aller.

Comment la JTI peut-elle aussi bénéficier aux consommateurs d'information et au grand public ?

Tout l'effort, que ce soit des médias ou des initiateurs de cette norme, a pour finalité de satisfaire le grand public. L'enjeu même de la qualité de l'information, est à la fin pour que le grand public ait accès à une meilleure information. Un exemple, on a vu pendant l'épidémie de la COVID cette question d'infodémie dont on a parlé.



Des gens avaient tellement d'informations qu'ils avaient du mal à choisir à quelle source justement se fier.

C'est avant tout un outil à la disposition des citoyens et du grand public pour pouvoir choisir en connaissance de cause les médias par lesquels ils préfèrent s'informer. Nous avons un effort aussi en termes de sensibilisation du grand public, que ce soit à travers des universités, mais aussi à travers les associations de consommateurs et les organisations de la société civile.

Pour un média qui souhaite s'engager dans cette démarche, Quel est le procédé à suivre ?

Le procédé se déroule en 3 étapes. La première étape c'est l'auto-évaluation. C'est un questionnaire complètement digitalisé, à remplir par le média. Une fois cette étape terminée, le média peut choisir de passer à la seconde étape qui est la publication du rapport de transparence. Il s'agit de faire une déclaration de bonne intention par rapport aux éléments de ce questionnaire. La dernière étape consiste à passer l'audit qui va aboutir à la certification.

Si après toutes ces étapes, l'audit révèle des défauts. Qu'est-ce qui se passe ?

Si l'audit révèle des non-conformités, c'est-à-dire des points sur lesquels le média n'est pas complètement à jour. Un rapport assorti d'une échéance pour les éléments à mettre à jour sera adressé au média par les auditeurs. Ce processus peut se répéter à l'infini jusqu'à ce que le média finisse par se mettre à jour complètement.

L'idée de ce process, c'est qu'il y ait une amélioration continue dans le travail. Pendant l'audit, le média a la possibilité de s'améliorer continuellement, mais une fois que l'audit est terminé, le média ne doit pas se reposer sur ses lauriers. Car, après l'audit il y a une période de surveillance qui permet de s'assurer que le média continue de maintenir son niveau de qualité.

Que se passe-t-il après pour les médias qui ont obtenu leur certification ?

Une fois que vous obtenez la certification, vous devez continuer à maintenir les standards. La certification peut être obtenue "aujourd'hui" et retirée "demain", si le média n'est plus conforme aux exigences de la norme. La preuve il y a des médias qui l'ont eue et qui l'ont perdue en deux (2) mois.

Nous avons 128 critères sur lesquels il faut se conformer. L'obtention de la certification signifie qu'on est conforme en tout temps à ces critères. Et si à un moment ou à un autre vous choisissez de ne plus être conforme pour une raison ou une autre, le certificateur va vous rappeler à l'ordre.

L'avenir de notre certification est à appréhender sous plusieurs angles. Nous venons de dépasser la barre symbolique de 2000 médias.



Après la période de rappel à l'ordre, si vous ne vous conformez pas, vous allez perdre votre certification. C'est aussi fait pour maintenir le standard car votre qualité éditoriale doit être toujours irréprochable. C'est un cycle renouvelable chaque deux (2) ans.

En plus, il y a une meilleure audience pour les médias dans l'optique d'induire de meilleurs revenus. Paradoxalement, pour tout ce qui est partenaires au développement, ce sont des bourses et des subventions que peut avoir le media qui obtient la certification.

pour vous, quel est l'avenir de cette certification en Afrique ?

En Afrique, nous avons 500 médias engagés, dans une trentaine de pays. Mais nous avons très peu de médias certifiés à cause de cette question de conformité. Donc, nous travaillons aujourd'hui activement avec le cercle des certificateurs, mais aussi avec les médias en termes d'accompagnements.

Toutefois, il y a un certain nombre d'organismes avec qui nous collaborons pour dupliquer l'accompagnement qui est fait aux médias afin d'avoir un nombre conséquent de médias certifiés. Sur le court terme, notre objectif est d'avoir le maximum de médias certifiés. Sur le long terme, l'objectif est d'arriver à travers la législation nationale, communautaire, à pouvoir mettre quelques critères de cette norme comme faisant partie de la régulation nationale qui s'applique pour les médias ici.



Quels sont les avantages pour un média qui obtient sa certification?

Le premier avantage, c'est la notoriété. Dans toutes les industries quand vous avez une certification qualité, vous vous démarquez par rapport aux autres entités du secteur.

Le second est au niveau du revenu, surtout pour ceux qui font de la publicité programmatique, mais aussi pour tout ce que nous négocions aujourd'hui avec des acteurs comme la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), et les groupes d'annonceur.

C'est aussi à terme pour les médias une meilleure indexation algorithmique justement avec Microsoft qui est en train d'implémenter dans son moteur de recherche « Bing » notre système de critère qui permet aux médias certifiés de remonter avant tous les autres médias.

Source : Emission 7 info

PAROLE D'EXPERTS

GLOBALG.A.P., LE PASSAGE DE LA V5 A LA V6 : QUELS CHANGEMENTS...

L'experte Mme SORO Haoua explique

Comme toutes les autres normes, GLOBALG.A.P. procède à sa révision périodique (tous les quatre ans). La version 5.2 devait céder la place à la version 6 depuis déjà plusieurs années. A cause de la pandémie de la COVID 19, la phase de développement a été prolongée. Cependant des contraintes de mise en œuvre relevées lors des consultations publiques et de la phase de développement ont conduits à des reports de lancement de la V6 : 2020 puis 2022 et enfin 2024. Cela témoigne de la complexité de sa mise en œuvre pour le producteur.

En effet, beaucoup de changements sont intervenus dans la norme.

Au niveau structurel, les critères ont été regroupés par thématique, rendant la manipulation plus fluide et aisée. Il n'y a pas de multiplication de non-conformités du fait qu'une thématique peut se retrouver dans plusieurs critères.

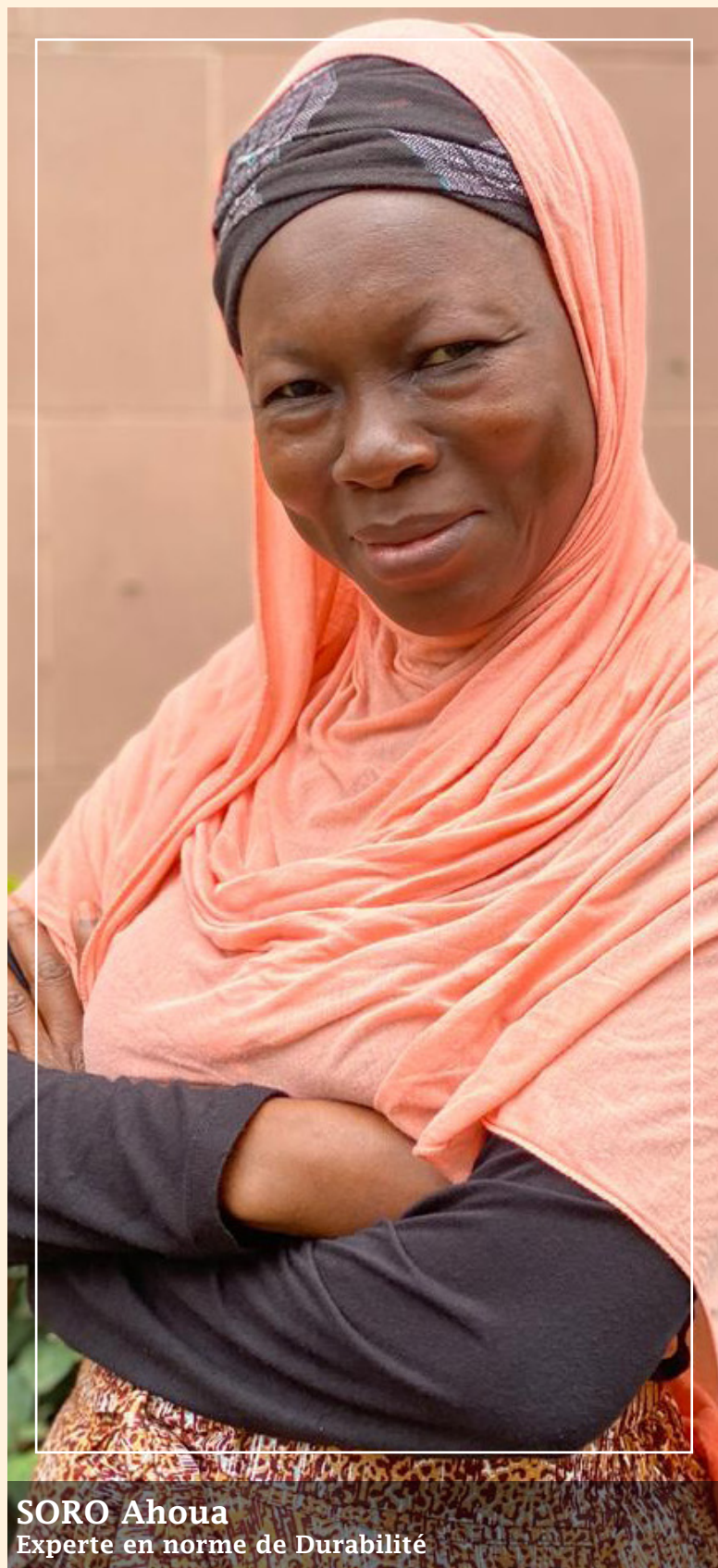
Au niveau numérique, tout le processus est désormais numérisé : depuis l'inscription jusqu'à l'édition du résultat d'audit. Cela implique que le producteur dispose de personnel compétent dans le domaine.

Le plus grand et important changement concerne le contenu de la norme et de ses ADD-ON (modules complémentaires associés à GLOBALG.A.P.). Bien que les changements soient de nature à améliorer la vie des entreprises, ils peuvent être difficiles à mettre en œuvre pour une certaine catégorie de producteur.

Au vu du contenu des principes et critères, la norme ne peut pas être mise en œuvre par des personnes qui n'ont pas un minimum de qualification académique et de compétence professionnelle.

La mise en œuvre de certaines exigences nécessite des investissements financiers importants : construction de toilettes dans les plantations, analyses de laboratoires par des structures accréditées, sélection et choix des intrants, santé sécurité bien être des travailleurs, etc. Certaines dispositions des ADD-ON sont très loin de la sociologie ouest-africaine, plus particulièrement ivoirienne : caractère informel de plusieurs activités.

Bien qu'elle soit bénéfique pour le producteur du fait qu'elle soit orientée amélioration continue, la mise en œuvre de la norme nécessite des investissements non négligeables pour disposer de personnes compétentes et qualifiées mais aussi pour la mise en œuvre de plusieurs exigences.



SORO Haoua
Experte en norme de Durabilité



Label Normaliss,

l'oeil du consommateur dans la cuisine



FÊNÈTRE SUR ...

STUDIO KALANGOU : RENOUVELEMENT DE CERTIFICATION JTI PAR BNA

La Fondation Hironnelle est une organisation suisse à but non lucratif qui fournit de l'information à des populations confrontées à des crises, pour leur permettre d'agir dans leur vie quotidienne et citoyenne. Créée en 1995 et basée à Lausanne, la Fondation Hironnelle a créé et développé au cours de ses 25 premières années 23 médias d'information, radios FM, programmes multimédias, ou sites web « pure player » dans 22 pays confrontés à des crises majeures : conflits, catastrophes humanitaires, révolutions, changement climatique, atteintes massives aux Droits Humains... Chaque année, les équipes de la Fondation Hironnelle apportent leur soutien à plus de 500 médias locaux et fournissent des formations à plus de 500 journalistes, technicien/nes et responsables de médias.

Studio Kalangou est un programme radiophonique quotidien d'information de trois heures sur le Niger qui propose chaque jour depuis janvier 2016 des journaux en 5 langues (français, haoussa, zarma, tamashek et peulh), une grande émission de débat et de dialogue « Le Forum », des magazines sur des problématiques de vie quotidienne.

Source : Site internet

Karine Dyskiewicz

Représentante de la Fondation Hirondelle au Niger /
Studio Kalangou, le media de la Fondation
Hirondelle au Niger.

*Informers et faire dialoguer les différentes
composantes de la société « au rythme du Niger »,
pour contribuer aux efforts de développement, c'est
l'ambition de Studio Kalangou.*

Vous venez de passer un audit de renouvellement de votre certification JTI, pouvez-vous nous en dire plus?

La re-certification a lieu tous les deux ans. Nous avons été audités pour la première fois en 2021, à l'issue d'abord d'un processus d'auto-évaluation puis d'une certification. Mais à l'époque, nous étions en pleine pandémie de COVID, la certification n'avait pu se faire qu'en ligne, sans déplacement des auditeurs au Niger dans notre media. L'équipe de STUDIO KALANGOU était donc déjà relativement rodée à l'exercice en termes de préparation des documents et justificatifs à fournir.

Quelles ont été les plus grands défis lors de ce processus ?

Il n'y avait pas véritablement de défis, nous avions une feuille de route claire à tenir depuis notre 1ère certification, et les valeurs et chartes de la Fondation Hirondelle nous maintiennent à un haut niveau de pratiques journalistiques éthiques.

En revanche, même si nous étions assez confiants quant à notre re-certification, l'audit a permis de nous « bousculer » au sein du STUDIO KALANGOU, de nous questionner et de sortir de notre zone de confort. Par exemple, l'audit a mis en exergue une certaine confusion sur les modalités des activités génératrices de revenus pour le média, comment elles sont annoncées, et recommande aussi une meilleure divulgation de notre charte éditoriale. Nous devons également rendre plus accessible un formulaire de plaintes des auditeurs et auditrices sur notre site Internet et améliorer notre redevabilité envers notre auditoire.

En somme, des points qui semblent essentiels, mais dans notre routine, qui nous avaient échappés. La certification JTI sert justement à cela, à élever et maintenir des standards élevés de normes professionnelles - et à nous les rappeler.

Pourquoi avoir décidé de vous lancer dans cette certification JTI ?

Contribuer à un espace d'information plus transparent et plus sain, c'est l'objectif de la Journalism Trust Initiative (JTI). Cette initiative vise à questionner et valoriser la fiabilité des médias d'information en fonction de leur respect d'un ensemble de normes et indicateurs, de leur éthique professionnelle.

Après s'être soumis à l'exercice et avoir été audité par un cabinet indépendant en charge de la certification, Studio Kalangou, notre programme radio au Niger, s'est illustré en devenant le premier média africain à être reconnu par l'initiative. L'annonce a été officialisée au mois de mars lors des Assises du Journalisme de Tunis en 2022.



Source : Site internet

Cette reconnaissance de l'éthique et de la qualité du travail de Studio Kalangou est particulièrement importante pour la rédaction, comme l'exprimait en 2022 notre rédacteur en chef Alhassane Abdou Mahamane

« Cette certification est un atout pour nous, un grand plus mais surtout l'atteinte d'un objectif après un bon et dur travail. Elle a une très grande portée pour Kalangou dans le paysage médiatique du Niger et même de l'Afrique en général. En effet dans un continent de 54 pays nous sommes les premiers à être ainsi certifiés. C'est une reconnaissance pour le travail bien fait d'un projet de la Fondation Hirondelle, et cela salue aussi le travail des organes de régulations au Niger, les écoles de communication et de journalisme et surtout le peuple Nigérien qui ne s'est pas trompé en accordant sa confiance à notre programme et aux différentes activités que nous menons au Niger. Les institutions étatiques, les partenaires techniques et financiers, les ONG nationales et internationales savent désormais qu'elles peuvent compter dans l'environnement médiatique du Niger avec Studio Kalangou sur un projet d'information fiable, et crédible, dont nous voulons faire un exemple pour notre pays et notre continent ».

Quelles sont vos perspectives en matière de certification ?

Pour l'instant STUDIO KALANGOU n'a pas d'autres perspectives de certification que celle de JTI - mais nous nous questionnons en interne pour une certification environnementale et sociale - ce sont deux thématiques prioritaires pour la Fondation Hirondelle.

La certification sociale recouperait nos ambitions en matière de promotion du Genre et de la lutte contre les abus de pouvoir au sein des médias.

Pour ceux qui hésitent, à se lancer dans le processus de certification JTI qu'est-ce que vous pouvez leur dire

L'exercice en vaut vraiment la peine - même s'il peut être assez chronophage lors de la première certification. Face à la montée de la désinformation, cette certification souligne notre engagement envers un journalisme fiable, non-partisan et conforme aux normes professionnelles et éthiques.

Le secteur médiatique et le monde de l'information sont aujourd'hui plus que jamais sous pression. La défiance du public grimpe en flèche alors que la désinformation gagne de la vitesse et est amplifiée notamment par les réseaux sociaux. Les sources de financements traditionnelles sont captées par d'autres acteurs, notamment les GAFA, ce qui contribue à fragiliser la pratique d'un journalisme de qualité.

La Fondation Hironnelle, qui cherche dans son travail à trouver des réponses à cette situation, s'est reconnue dans le projet mis en place par RSF, comme le souligne Caroline Vuillemin :



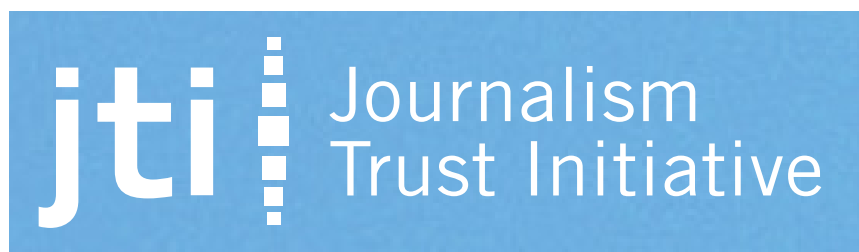
Source : Site internet

« Avoir la certification JTI, c'est donner au public un gage de professionnalisme, donner aux annonceurs et aux donateurs un gage de confiance et donner aux collaborateurs et aux collaboratrices du média un gage de fierté, et donc une responsabilité à maintenir cette qualité. »

Comment avez-vous trouvé la collaboration avec l'équipe de Bureau Norme Audit (BNA).

Très honnêtement, excellente. BNA a envoyé au STUDIO KALANGOU une journaliste pour nous auditer, Inès Tcha KOUAKOU (en plus des auditeurs en ligne), qui a su poser les bonnes questions, a passé du temps avec toute l'équipe du Studio et a su trouver des points d'attention là où nous ne les avions pas vus.

C'était un exercice très constructif, basé sur des échanges intéressants de part et d'autre. Nous nous attendions à un audit de routine, et l'exercice s'est finalement avéré être particulièrement profitable.



ÉCLAIRAGE

**LABEL NORMALISS : UNE OPPORTUNITÉ VITALE POUR
LES PETITES ENTREPRISES DU SECTEUR ALIMENTAIRE**

**DE
VOTRE**

**RENFORCEZ LA CRÉDIBILITÉ
SYSTÈME D'HYGIÈNE
ALIMENTAIRE**



La sécurité sanitaire et la qualité des aliments préoccupent chaque individu conscient des risques associés à la consommation d'aliments dont la qualité sanitaire et hygiénique est incertaine. Les accidents alimentaires tels que les intoxications alimentaires, les toxi-infections alimentaires, les contaminants chimiques et physiques (TIA), ainsi que les pandémies comme celle du choléra, ont exacerbé cette préoccupation tant chez les acteurs de la chaîne alimentaire que chez les consommateurs.

Face à cette problématique de santé publique, l'organisme ivoirien de certification Bureau Norme Audit (BNA), reconnu à l'échelle internationale, s'engage à apporter une solution durable grâce au label NORMALISS.

Le label NORMALISS est un système d'hygiène alimentaire spécifiquement conçu pour les petites entreprises du secteur alimentaire. Il sert de référence en matière de contrôle et de bonnes pratiques d'hygiène, offrant aux petits exploitants de la chaîne alimentaire (PME, PMI, restaurants, boulangeries, pâtisseries, etc.) une certification volontaire adaptée à leur taille.

L'objectif principal du label NORMALISS est de protéger les consommateurs contre les risques liés aux pratiques d'hygiène alimentaire défectueuses. En optant pour NORMALISS, les petits exploitants du secteur alimentaire et les consommateurs bénéficient de nombreux avantages, tels que :

L'accroissement de la crédibilité des petits exploitants de la chaîne alimentaire : en obtenant cette certification, les entreprises démontrent leur engagement envers la qualité et la sécurité alimentaire, ce qui renforce la confiance des clients ;

le renforcement de la compétitivité des exploitants du secteur alimentaire : NORMALISS permet aux entreprises d'améliorer leur position sur le marché en garantissant des normes de sécurité alimentaire élevées ;

la création d'un environnement de travail sain et hygiénique : Les exploitants peuvent ainsi fournir un lieu de travail propre et sûr pour leur personnel, ce qui contribue à une meilleure productivité ;

la protection des consommateurs : les consommateurs, en particulier les plus vulnérables, sont protégés en tant que derniers maillons de la chaîne alimentaire, grâce à l'assurance d'une alimentation sûre ;

la prévention des problèmes de santé publique : NORMALISS contribue à éviter les toxi-infections alimentaires et les contaminations chimiques et physiques (TIA), préservant ainsi la santé publique.

la certification à des coûts réduits : les petits exploitants bénéficient d'un processus de certification abordable ;

les conditions d'hygiène adéquates : NORMALISS aide à garantir des conditions d'hygiène suffisantes pour éviter toute contamination alimentaire ;

le renforcement de la crédibilité des exploitants du secteur alimentaire : Cette certification renforce la réputation des entreprises et peut attirer une clientèle plus large, à la fois locale et régionale ;

Malgré ces avantages, les petits exploitants devront relever certains défis pour obtenir la certification NORMALISS, notamment :

la mise en place des exigences du label : ils devront mettre en œuvre les exigences strictes du label dans leur activité.

le respect des exigences du label : un engagement continu sera nécessaire pour maintenir les normes élevées ;

l'implication effective du personnel : tous les membres de l'équipe devront adhérer aux pratiques d'hygiène prescrites.

En somme, NORMALISS se propose comme une solution essentielle pour les petits exploitants de la chaîne alimentaire, offrant non seulement une garantie d'hygiène alimentaire fiable, mais également une opportunité précieuse pour renforcer leur crédibilité et leur compétitivité sur le marché. Cette initiative est un pas en avant vers un secteur alimentaire plus sûr et plus responsable.



ILS NOUS ONT FAIT CONFIANCE



BNA, votre organisme de certification
DOUBLEMENT ACCRÉDITÉ

ISO 17065

par DAKKS,
N° D-ZE-19245-01-00

ISO 17021-1

par SOAC,
N° CS20001

Siège Abidjan, 2plateaux, 06 BP 2707 Abidjan 06, rue J61 Immeuble AIAFD
Tel : +225 27 22 42 62 18 ; Fax : +225 27 22 42 66 29 ; Cel : +225 01 72 90 90 79
info@bna-ci.com / certificationsm@bna-ci.com / www.bna-groupe.org